



AÉROPORTS DE PARIS

GAGNONS LE RÉFÉRENDUM

Pour sauvegarder un bien commun

Le Gouvernement a décidé la privatisation d'Aéroports de Paris. Suite à cette annonce, 218 parlementaires ont déposé une proposition de loi visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation d'ADP. Ils demandent que la privatisation d'ADP soit soumise au référendum d'initiative partagée (RIP).

Il suffit que 4,7 millions d'électrices et d'électeurs signent la pétition en ligne avant **le 12 mars 2020** :

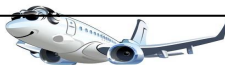
<https://www.referendum.interieur.gouv.fr/>

OU

à la Mairie du 13ème
Services des affaires générales (1^{er} étage)

Horaires d'ouverture :
de 8h30 à 17h00, sauf jeudi de 8h30 à 19h30

Pensez à vous munir de votre carte électorale et de votre pièce d'identité





Attac Paris 13

Association pour une taxation des transactions financières
et pour l'action citoyenne

Maison de la Vie Associative et Citoyenne, boîte n° 43,
11 rue Caillaux, 75013 Paris

Courriel : paris13@attac.org Site : www.local.attac.org/paris13

PRIVATISER AÉROPORTS DE PARIS

C'EST CONTRE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE :

Sur l'année 2015, selon l'ADEME, (Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'Energie), Roissy-CDG a rejeté 30 millions de tonnes de CO2 soit l'équivalent de tous les poids lourds circulant en France métropolitaine pendant la même période. A combien s'élèvera le bilan carbone en cas d'augmentation du nombre de passager dans les 20 ans à venir ?

Comment la France pourra-t-elle réduire ses émissions de gaz à effet de serre si l'État ne maîtrise pas, la diminution du trafic aérien ?

C'EST SOUMETTRE A LA SPÉCULATION IMMOBILIÈRE, et en grande partie à la bétonisation 8600 hectares de terrain disponible, égal aux 2/3 de la superficie de Paris, dont des terres agricoles. le projet de privatisation comprend **Europacity** sur 300 ha dans le triangle de Gonesse, **le terminal 4** (3 nouvelles pistes) sur 167 ha, soit 202 terrains de foot ! c'est aussi la disparition d'une grande partie de la diversité de ce territoire

C'est un désastre écologique qui se profile, car c'est permettre aux intérêts privés de développer l'activité de la zone avec pour seul critère la maximisation des profits.

L'ÉCOLOGIE EST INCOMPATIBLE AVEC LA FINANCE

C'est l'abandon d'un revenu pour l'État : 173 millions en 2018 et 185 millions prévus pour 2019. Qui compensera ? NOS IMPÔTS !

C'est mettre en danger plus d'un demi million d'emplois directs et induits en permettant au privé, des opérations de restructuration, de licenciement du personnel comme cela s'est passé après la privatisation des autoroutes.

C'est soumettre un patrimoine commun aux règles de la concurrence, à la compétitivité et à la mondialisation financiarisée.

C'est la porte ouverte pour la privatisation d'infrastructures majeures : SNCF, EDF, les barrages hydrauliques, les routes nationales comme le souhaitent les concessionnaires des autoroutes, dont les actionnaires ont engrangé 1,5 milliards de dividendes en 10 ans.

POUR DES ENJEUX AUSSI IMPORTANTS

C'EST À NOUS DE DÉCIDER !

La démocratie c'est notre droit, la faire vivre c'est notre devoir